

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'Érythrée a subi une invasion de criquets et la pandémie de COVID-19, qui, combinées, ont entravé l'activité économique du pays. La croissance du PIB réel devrait baisser de 0,6 % en 2020 contre 3,8 % en 2019 en raison des conséquences de la lutte contre la pandémie, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des heures de travail, les mesures de confinement et les restrictions concernant les déplacements. En outre, le ralentissement de la consommation et des investissements privés, ainsi qu'une baisse des exportations nettes ont également contribué au déclin du PIB. Les prix, après une déflation de 16,4 % en 2019, ont augmenté de 4,7 % en 2020, notamment en raison des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement locales et régionales induites par la COVID-19. Le déficit budgétaire s'est creusé jusqu'à 5,2 % du PIB en 2020, contre 1,6 % en 2019. Cette détérioration est due à l'accroissement des dépenses publiques pour atténuer l'impact de la pandémie, et à une baisse des recettes sur la même période. Le déficit budgétaire a été financé par une réduction des dépôts de l'État à la Banque centrale et par des emprunts à taux préférentiel. L'excédent du compte courant a baissé jusqu'à environ 10,1 % du PIB en 2020, contre 12,1 % en 2019, reflétant un écart de plus en plus réduit entre épargne et investissement, à la suite d'une chute de l'épargne parallèle au ralentissement de l'activité économique. L'excès d'épargne comparativement aux investissements reflète en partie un cadre réglementaire peu propice aux investissements et aux créations d'emploi. La pauvreté reste omniprésente avec une proportion de travailleurs pauvres (dont le revenu journalier est inférieur à 3,10 USD en parité de pouvoir d'achat) est estimée à 75,2 % de l'emploi total.

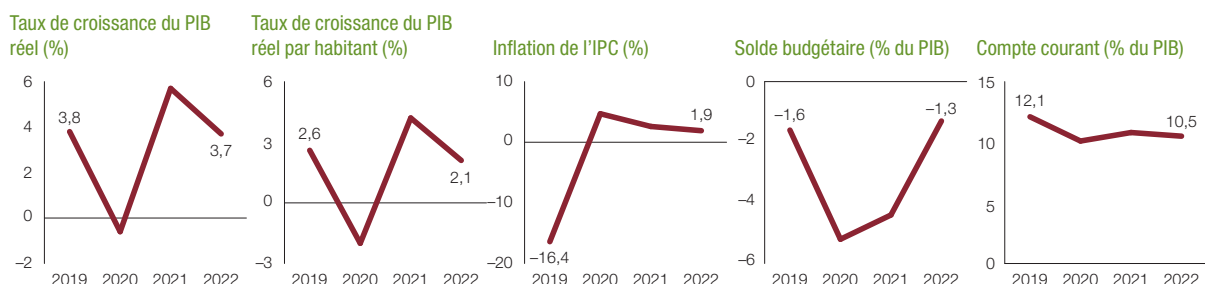
Perspectives et risques

Les perspectives sont positives, avec une croissance estimée du PIB de 5,7 % en 2021 avant de revenir à 3,7 % en 2022. La relance économique sera stimulée par une reprise des exportations de métaux suivant une augmentation graduelle de la demande mondiale et des prix. Une reprise de la consommation privée et une demande croissante d'investissement devraient soutenir la croissance en 2021. Cependant,

les troubles actuels dans la région du Tigré de l'Éthiopie voisine, les perturbations liées au changement climatique et des apports de financement limités représentent les principaux risques pour la croissance. L'inflation devrait atteindre 2,6 % en 2021 et redescendre à 1,9 % en 2022 avec la poursuite de l'augmentation de la production nationale. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,4 % du PIB en 2021 puis à 1,3 % en 2022 grâce à la croissance du revenu national associée à la relance économique. L'excédent du compte courant devrait augmenter jusqu'à 10,8 % du PIB en 2021 avant de passer à 10,5 % en 2022 en raison de fluctuations dans l'épargne nationale. La pauvreté et les inégalités de revenus devraient s'aggraver, le secteur des services, qui représente 30,3 % des emplois, ayant été le plus affecté par les mesures de confinement contre la COVID-19. Une reprise de l'économie mondiale relancera les transferts de fonds, une source de revenus essentielle en Érythrée, et permettra d'atténuer la sévérité de la pauvreté et de l'inégalité des revenus.

Questions et options de financement

Le pays est en état de surendettement, avec une dette publique à 189,2 % du PIB en 2019 contre 185,8 % en 2018. Cette augmentation est la conséquence de déficits primaires et de taux d'intérêt réels effectifs élevés, avec une croissance du PIB réel qui compense en partie l'accumulation de la dette publique. Avec les efforts du gouvernement pour accélérer le service de la dette, la dette devrait diminuer jusqu'à 185,6 % du PIB en 2020, puis au à 165,7 % en 2022. D'importants ajustements de politique, notamment la consolidation fiscale, seront bénéfiques. Une restructuration de la dette est nécessaire afin de garantir un retour progressif à un niveau d'endettement viable. Selon l'évaluation des politiques et des institutions du pays, le score en ce qui concerne la qualité des politiques et des institutions, est de moins de 2,69, reflétant les faibles capacités du pays, y compris dans la gestion de la dette. Dans ce contexte, une forte croissance économique impliquant une plus grande participation du secteur privé et des réformes fiscales (notamment une mobilisation des ressources nationales, un renforcement de la consolidation fiscale et des institutions) doit faire partie intégrante des politiques pour garantir un niveau d'endettement viable.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.